



## Russie – Venezuela : l’alliance stratégique à l’épreuve des faits

*Cindy Regnier*



1. Un axe opposé à Washington ?
2. Une coopération via la vente d’armes et les exercices militaires ?
3. Un partenariat via le pétrole ?
4. Un nouvel ordre mondial ?

*CEFIR Working Paper No 2: Mars 2017*

Département de  
Science politique

**dpc**  
FACULTÉ DE DROIT  
SCIENCE POLITIQUE  
CRIMINOLOGIE

Université  
de Liège 

## Introduction

Au début du XXI<sup>ème</sup> siècle la Russie de Vladimir Poutine se rapproche du Venezuela de Hugo Chavez, ce rapprochement est souvent considéré par les observateurs comme une réponse aux agissements américains dans le voisinage de la Russie. Ainsi une alliance stratégique se mettrait en place dans le but de contrecarrer la prédominance américaine aux alentours de la Russie mais aussi et plus largement sur la scène internationale. Néanmoins et à l'écart de ces considérations, nous soutenons que ce rapprochement est sous-tendu par une volonté de satisfaire les intérêts du Kremlin et cela au détriment du Venezuela si nécessaire. Ainsi, ce ne serait pas une alliance idéologique pérenne comme cela a pu exister lors de la guerre froide<sup>1</sup> qui se crée entre ces deux acteurs mais plutôt une coopération *ad hoc* en fonction des intérêts de Moscou. Pour soutenir cette proposition, nous revenons sur les différents aspects de leurs relations pour en montrer la fragilité. Ce sont donc les relations qu'entretiennent les deux acteurs avec les États-Unis qui seront abordées avant de se pencher sur le commerce d'armes, la coopération dans les domaines militaires et du pétrole et enfin leur coopération pour la création d'un monde multipolaire.

C'est sous le ministre des Affaires étrangères Evgueni Primakov, lors de la présidence de Boris Eltsine, que la Russie, après une phase de rapprochement avec

l'Occident, commence à renforcer ses liens avec les autres régions du monde. Au début des années 2000, certains observateurs voient se mettre en place une relation privilégiée entre la Russie de Poutine et le Venezuela de Chavez. Un parallèle est vite établi entre ce rapprochement et les tensions qui naissent entre les États-Unis et la Russie. L'intégration d'anciens pays satellites de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) dans l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), la sortie unilatérale des États-Unis du traité sur les missiles antibalistiques (ABM) ainsi que la présence de la flotte américaine dans la mer noire amènent Dmitri Trenin, directeur du centre Carnegie à Moscou, à affirmer que le rapprochement russe avec le Venezuela aurait pour but d'envoyer à Washington le message : « *Get off my back* »<sup>2</sup>. D'après le site *Open Source Center*, lié aux services de renseignement américain, « *Moscow considers the formation of such a union [de la Russie avec le Venezuela, Cuba et le Nicaragua] a worthy response to U.S. activity in the former Soviet Union and the placement of missile defenses in Poland and the Czech Republic* »<sup>3</sup>.

### Un axe opposé à Washington ?

L'intervention russe en Ukraine et les sanctions économiques étatsuniennes et européennes qui en ont découlés ont contribué à la détérioration des relations entre Moscou et Washington. Le « *reset* »

---

<sup>1</sup> SANCHEZ Alejandro W., "Russia and Latin America at the dawn of the twenty-first century", *Journal of Transatlantic Studies*, vol. 8, n° 4, décembre 2010, p. 368.

<sup>2</sup> TRENIN Dmitri, "Of power and Greatness", in DUTKIEWICZ Piotr et TRENIN Dmitri (ed.),

*Russia: The Challenges of Transformation*, New York, New York University Press, 2011, p. 415.

<sup>3</sup> Open Source Center, Open Source Committee, OSC Analysis, "Hard-Liner Sechin Spearheads Aggressive Russian Foreign Policy", *FBIS SOV*, September 24, 2008.

lancé par le président américain Barack Obama en 2009 afin de relancer les relations russo-américaines a rapidement laissé place à des tensions ; celles-ci escaladant encore d'un cran avec les accusations de piratage de la campagne électorale américaine en 2016<sup>4</sup>.

Ce que John J. Mearsheimer, professeur de science politique à l'Université de Chicago, qualifie de « *triple package of policies* », à savoir l'élargissement de l'OTAN, l'expansion de l'Union européenne (UE) et la propagation de la démocratie au travers notamment du financement de la société civile dans les anciens pays soviétiques et du soutien aux révolutions colorées, renforce davantage les tensions entre les États-Unis et la Russie<sup>5</sup>.

Par ailleurs, le Venezuela, à l'instar de la Russie, entretient des relations difficiles avec les États-Unis. Depuis 2002 et la tentative de coup d'État au Venezuela, le pays accuse les États-Unis d'intervenir dans sa politique interne pour appuyer un changement de régime<sup>6</sup>. Ainsi en 2006, devant l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations unies (ONU), Chavez n'hésite pas à appeler le président américain de l'époque, Georges W. Bush, le

diabole, précisant « *the Devil was here in this very place. This rostrum still smells like sulfur* »<sup>7</sup>. Dans ces accusations envers Washington, la Russie soutient le Venezuela en confirmant que des tentatives externes de déstabilisations ont bien lieu et renforcent la situation de crise existante<sup>8</sup>. En 2016, dans un communiqué de presse, la Russie a affirmé que les tensions internes au Venezuela font l'objet d'un « support externe » dans le but de renverser le gouvernement en place<sup>9</sup>.

Néanmoins si les deux États semblent bien entretenir des relations tendues avec Washington, deux modérations peuvent être faites. Dans un premier temps, la Russie ne rentre pas, du moins dans ses discours, dans la logique manichéenne anti-américaine mise en avant par Chavez puis par Nicolás Maduro. Ainsi, celle-ci maintient un certain pragmatisme et évite les formules qui aliéneraient définitivement les États-Unis<sup>10</sup>. Dans un second temps, le rapprochement possible de Moscou et Washington suite à l'arrivée à la présidence de Donald Trump pourrait modifier les rapports de force internationaux. En effet, Poutine et Trump se sont rapidement montrés favorable l'un à

<sup>4</sup> SANGER David E., "Obama strikes back at Russia for election hacking", New York Times, 29 décembre 2016, <https://www.nytimes.com/2016/12/29/us/politics/russia-election-hacking-sanctions.html>, (consulté le 14 janvier 2017).

<sup>5</sup> MEARSHEIMER John J., "Why the Ukraine crisis is the West's Fault", *Foreign Affairs*, vol. 93, 2014, pp. 2-4.

<sup>6</sup> CHAVEZ Hugo, "Statement by H.E. Hugo Chavez Frias, President of the Bolivarian Republic of Venezuela, at the 61st United Nations General Assembly", New York, 20 septembre 2006, <http://www.un.org/webcast/ga/61/gastatement20.shtml>, (consulté le 14 avril 2016).

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> MID.RU, "Comment by the Information and Press Department on a media question on developments in Venezuela", *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 23 mai 2016, <http://www.mid.ru>, (consulté le 25 juillet 2016).

<sup>9</sup> MID.RU, « Foreign ministry statement on the situation in Venezuela », *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 3 octobre 2016, <http://www.mid.ru>, (consulté le 15 janvier 2017).

<sup>10</sup> KATZ Mark N., "The Putin-Chavez partnership", *Problem of Post-Communism*, vol. 53, n° 4, juillet-août 2006, p. 7.

l'autre<sup>11</sup>. À l'inverse, Maduro s'est opposé au président américain et a parlé de « *bandit and thief* »<sup>12</sup>. De plus, l'arrivée d'un secrétaire d'État, PDG de la compagnie Exxon Mobil en conflit avec le Venezuela, renforce, lui aussi, les tensions avec Caracas<sup>13</sup>. Là où cette arrivée présage de bonnes relations avec le président russe<sup>14</sup>. En règle générale, Moscou et Caracas laissent souvent transparaître des discordances quant à leurs préférences pour les présidents américains<sup>15</sup>.

Dès lors, l'argument d'une opposition structurelle aux États-Unis qui pousserait Moscou et Caracas à s'allier définitivement semble donc laisser place à une politique plus pragmatique du Kremlin, toujours prêt à adapter ses accointances.

### **Une coopération via la vente d'armes et les exercices militaires ?**

Le commerce d'armes entre la Russie et le Venezuela suscite de nombreuses réactions. En effet, d'après

Stephen Blank, professeur à l'Institut d'Études Stratégiques de l'École de Guerre de l'armée américaine en Pennsylvanie, la Russie voudrait au travers de ce commerce et en réponse aux agissements de l'OTAN et des États-Unis dans son voisinage, « *conduct a Latin American policy of antiamericanism and destabilization regardless of the consequences* »<sup>16</sup>.

Le commerce d'armes entre la Russie et le Venezuela commence réellement en 2005 et augmente jusqu'en 2009 pour chuter en 2010<sup>17</sup>. Il ré-augmente ensuite avec un pic en 2012 et 2013 et enfin chute à nouveau en 2014<sup>18</sup>. La crise vénézuélienne impacte fortement ces chiffres et, dès 2014, le commerce entre les deux États diminue drastiquement. De 2006 à 2010, ce sont principalement des avions de combats, hélicoptères et missiles qui sont achetés. Dans les années suivantes ce seront des tanks, des véhicules armés et de l'artillerie<sup>19</sup>. D'après l'agence russe Itar Tass, la Russie est devenue le fournisseur principal d'armes au Venezuela<sup>20</sup>. Le

<sup>11</sup> OSBORN Andrew, "From Russia with love: why the Kremlin backs Trump", *Reuters*, 21 mars 2016, <http://reuters.com/>, (consulté le 22 avril 2016).

<sup>12</sup> GUPTA Girish, "Venezuela's Maduro calls Trump a 'bandit' for Mexico remarks", 18 juin 2015 <http://www.reuters.com/>, (consulté le 20 janvier 2017).

<sup>13</sup> GILL Timothy M., "U.S.-Venezuela relations will probably deteriorate under Trump. Ask ExxonMobil why », 29 décembre 2016, <https://www.washingtonpost.com/>, (consulté le 20 janvier 2017).

<sup>14</sup> MacFARQUHAR Neil et KRAMER Andrew E., "How Rex Tillerson changed his tune on Russia and came to court its rulers", 20 décembre 2016, [https://www.nytimes.com](https://www.nytimes.com/), (consulté le 20 janvier 2017).

<sup>15</sup> PUSHKOV Alexei et MALASHENKO Alexey, "Putin, Obama Eye New Agenda", *Carnegie endowment for international peace*,

10 novembre 2012, <http://carnegie.ru/>, (consulté le 22 avril 2016).

<sup>16</sup> BLANK Stephen, "Russia's second wind in Latin America", *Center for Hemispheric policy*, 2001, p. 2.

<sup>17</sup> NATIONS UNIES, "UN arms register of conventional weapon", *UN register*, <http://www.unregister.org/HeavyWeapons/index.aspx?CoI=US&year=1998&Cat=&type=1>, (consulté le 15 avril 2016).

<sup>18</sup> SIPRI, "Trade Registers", *SIPRI Stockholm International Peace Research Institute*, [http://armstrade.sipri.org/armstrade/page/trade\\_register.php](http://armstrade.sipri.org/armstrade/page/trade_register.php), (consulté le 12 avril 2016).

<sup>19</sup> NATIONS UNIES, "UN arms register of conventional weapon", *op.cit.*

<sup>20</sup> ITAR-TASS, "Russia, Venezuela successfully develop military cooperation – defense minister Shoigu", *ItarTass Russian News Agency*,

Venezuela est aussi le plus gros importateur d'Amérique latine (AL) d'armes russes<sup>21</sup>.

Pourtant dès 2005, les États-Unis critiquent cette vente d'armes, précisant le danger que celles-ci se retrouvent dans les mains de milices non gouvernementales. La Russie argumente qu'elle n'est pas la seule à vendre des armes au Venezuela, la Belgique et la France en vendent notamment et ne se voient pas demander d'arrêter<sup>22</sup>. En 2009, Washington renouvelle son inquiétude quant à la quantité d'armes vendues mais le Kremlin maintient qu'il est dans ses droits<sup>23</sup>. En contrepartie, la Russie critique la vente d'armes américaines à certains pays avec lesquels elle était en conflit comme par exemple la Géorgie<sup>24</sup>.

Remarquons qu'en vendant des armes au Venezuela, la Russie prend les parts de marché qui appartenaient historiquement aux États-Unis<sup>25</sup>. En effet, suite à l'élection de Chavez, les États-Unis ont stoppé leur vente d'armes avec le pays<sup>26</sup>. De plus, la particularité de la vente

russe d'armes repose sur son « *no-string attached* », Moscou n'attache pas de conditions à sa vente d'armes comme notamment la nécessité de respecter les droits de l'Homme ou encore de s'abstenir d'attaquer un autre pays<sup>27</sup>.

Néanmoins, d'après le magazine Forbes, le Venezuela importerait ses armes depuis 2013 via un « *uncoded trade* » qui équivaldrait à les acheter aux taux de change du marché et non celui imposé par le Venezuela, cela amènerait donc une perte substantielle pour Caracas. Cette perte substantielle participe aussi à l'inflation du bolivar, avec une fuite des capitaux à l'étranger<sup>28</sup>. Dans ce cadre, la vente d'armes se ferait à l'avantage de la Russie et au détriment du Venezuela. Les intérêts économiques russes primeraient donc sur une alliance avec ce pays.

Outre le commerce d'armement, les deux États, d'après Sergei Shoigu, ministre russe de la Défense, « *successfully develop military and technical cooperation* »<sup>29</sup>. Les deux pays ont commencé des exercices

12 février 2015, <http://tass.ru/en/russia/777092>, (consulté le 28 mai 2016).

<sup>21</sup> ITAR-TASS, "Russian weaponry selling best in Latin America", *Itar-Tass Russian News Agency*, le 30 mars 2016, <http://tass.ru/en/defense/866023>, (consulté le 22 juin 2016).

<sup>22</sup> MID.RU, "Russian MFA Information and Press Department Commentary Regarding US Concern over Russian Arms Supplies to Venezuela", *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 11 février 2005, <http://en.mid.ru/en/>, (consulté le 20 février 2016).

<sup>23</sup> GLOBALSECURITY.ORG, "Defense Industry", *GlobalSecurity.org*, - *Reliable Security Information*, <http://www.globalsecurity.org/wmd/world/venezuela/index.html>, (consulté le 10 mai 2016).

<sup>24</sup> SIMES Dimitri K., "Losing Russia, The Costs of Renewed Confrontation", *Foreign Affairs*, vol. 86, n° 6, novembre/décembre 2007, p.48.

<sup>25</sup> SINATTI Piero, « Moscou-Caracas : le nouvel ordre mondial », *Outre-Terre*, vol. 1, n° 18, 2007, p. 416.

<sup>26</sup> ITAR-TASS, "Russian weaponry selling best in Latin America", *Itar-Tass Russian News Agency*, *op.cit.*

<sup>27</sup> BETHEL Scott A., "Vladimir Vladimirovitch Putin and Russian foreign policy for the new millenium : a new approach 2001-2002", *Air University Maxwell Air Force Base*, Alabama, mai 2002, p. 48.

<sup>28</sup> COPPOLA Frances, "Why does Venezuela think Russia is its friend ?", 31 décembre 2014, <http://www.forbes.com>, (consulté le 22 janvier 2017).

<sup>29</sup> MID.RU, "Russian Defense Minister Sergei Shoigu had a meeting with the President of Venezuela Nicolas Maduro", *Ministère de la défense de la Fédération de Russie*, 12 février 2015 <http://eng.mil.ru/en/>, (consulté le 15 avril 2016).

navals conjoints à partir de 2008 en mer des Caraïbes, nous pouvons ici souligner que c'était la première fois depuis la guerre froide que la flotte russe croisait dans les eaux occidentales<sup>30</sup>. De plus, certaines bases vénézuéliennes pourraient être utilisées par les navires russes pour des « réparations et maintenances »<sup>31</sup>. Pourtant l'idée d'implanter des bases militaires russes permanentes au Venezuela n'aurait officiellement pas été abordée entre les deux pays, une explication consiste dans le fait que la Constitution vénézuélienne ne permettrait pas l'implantation de bases militaires étrangères<sup>32</sup>. D'après le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, la Russie n'a tout simplement pas besoin de ces bases mais seulement de la possibilité d'utiliser les bases vénézuéliennes<sup>33</sup>. Toutefois la présence de la flotte russe dans le voisinage américain semble renforcer l'impression de menace pour les États-Unis et pourrait être expliquée par une volonté de répondre aux agissements américains dans le voisinage russe.

### Un partenariat via le pétrole ?

---

<sup>30</sup> SANCHEZ Alejandro W., "Geosecurity 101: Washington and Moscow's military bases in Latin America", *Council On Hemispheric Affairs Policy Memo*, 6 mai 2014, p. 4.

<sup>31</sup> ITAR-TASS, "No Russian military bases to appear in Latin America", *Itar-Tass Russian News Agency*, 17 mai 2014, <http://tass.ru/en/russia/732003>, (consulté le 10 mai 2016).

<sup>32</sup> SPUTNIKNEWS.RU, "The deployment of Russian military bases in Venezuela is not under discussion because the country's constitution does not stipulate it", *Sputnik International*, 15 décembre 2015, <http://sputniknews.com>, (consulté le 17 avril 2016).

La collaboration entre le Venezuela et la Russie dans le domaine du pétrole constitue elle aussi un élément central de leur relation. Tout d'abord, comme Aymeric Chauprade, professeur de géopolitique à l'École de Guerre et professeur à l'Université de Neuchâtel, le soutient, la Russie, le Venezuela et l'Iran s'allieraient dans le but de « briser la suprématie du pétrodollar »<sup>34</sup>. Dans ce cadre, ces États feraient leurs transactions avec d'autres devises que le dollar ou encore par l'intermédiaire du troc. Ce faisant, réduisant l'influence américaine dans le monde et mettant directement à mal l'économie de cette dernière. Néanmoins, si le Venezuela utilise le troc avec certains pays d'AL pour commercer son pétrole<sup>35</sup> et que la Russie envisage de faire ses transactions en rouble ou en yuan<sup>36</sup>, il ne semble pas qu'il existe une réelle coordination entre les deux États.

Ensuite, la Russie et le Venezuela sont tous deux des pays qui possèdent de grandes ressources pétrolifères, dès lors la coopération a toujours été mise en avant par les présidents respectifs. La compagnie russe Gazprom et la compagnie pétrolière vénézuélienne PVDSA forment ainsi un

<sup>33</sup> ITAR-TASS, "No Russian military bases to appear in Latin America", *Itar-Tass Russian News Agency*, *op.cit.*

<sup>34</sup> CHAUPRADE Aymeric, « La Russie, obstacle majeur sur la route de « l'Amérique-monde » », *Géostratégiques*, n° 24, 2009, pp. 111-118.

<sup>35</sup> ELLNER Steve, "Venezuela defying globalization's logic", *NACLA report on the Americas*, 2016, vol. 39, n° 2, p. 22.

<sup>36</sup> RAPOZA Kenneth, "Putin promises to sell more oil in Yuan, Ruble", 16 novembre 2014, <http://www.forbes.com>, (consulté le 22 janvier 2017).

partenariat en Amérique du Sud<sup>37</sup>. De plus la Russie a, à de nombreuses reprises, autorisé des crédits au Venezuela pour l'achat d'armes russes. En échange, des compagnies pétrolières russes se sont installées sur le territoire vénézuélien et plus particulièrement dans la ceinture de l'Orinoco, réputée pour être la plus grande réserve de pétrole au monde<sup>38</sup>.

Cependant, le Venezuela est membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et dans ce cadre tente de maintenir un prix du baril de pétrole élevé. Pourtant, la Russie a, à de nombreuses reprises, fait chuter le prix du pétrole en en fournissant une grande quantité<sup>39</sup>. En 2015 et pendant plus d'un an, la Russie a refusé de diminuer sa production au détriment des autres pays exportateurs<sup>40</sup>. Il s'agit bien ici d'un « dilemme du prisonnier »<sup>41</sup>, où les États ne coopèrent pas

et tentent de maintenir leurs gains relatifs au détriment d'un gain absolu, en d'autres termes ils font prévaloir leur intérêt particulier là où la coopération aurait pu permettre un intérêt plus élevé pour tous. En effet, si la Russie coopérait pour diminuer sa production de pétrole, les prix pourraient augmenter. Pourtant si un des pays exportateurs décide de ne pas respecter l'arrangement, alors il prendrait des parts au marché russe. Dans ce cadre, le risque est grand et la Russie déciderait de ne pas coopérer, comme le précise le ministre russe de l'Énergie Alexander Novak, « *if we cut, the importer countries will increase their production and this will mean a loss of our niche market* »<sup>42</sup>.

Le Venezuela est le pays qui souffre le plus du prix bas du pétrole (notamment dû à ce que certains appellent la « *dutch disease* »<sup>43</sup>), c'est donc le ministre de

---

<sup>37</sup> COHEN Ariel et WALSER Ray, "The Russia – Venezuela Axis: Using Energy for Geopolitical Advantage", *WebMemo*, (Washington, DC: Heritage Foundation), n° 2000, 2008, p. 2.

<sup>38</sup> COHA, "Russia Turns to the South for Military and Economic Alliances", *COHA, Council on Hemispheric Affairs*, 8 mai 2012, <http://www.coha.org>, (consulté le 22 juin 2016).

<sup>39</sup> KATZ Mark N., "The Putin-Chavez partnership", *op.cit.*, p. 6

<sup>40</sup> BOWLER Tim, "Falling oil prices: Who are the winners and losers?", *BBC news*, 19 janvier 2015 <http://www.bbc.com/>, (consulté le 22 juin 2016).

<sup>41</sup> Le dilemme du prisonnier illustre une situation où deux acteurs ont la possibilité d'entrer en compétition ou de collaborer. Le principe est illustré par la métaphore de deux prisonniers accusés d'un même crime et qui se voient proposer la possibilité de se dénoncer sans avoir l'opportunité de se consulter. Ainsi, si A dénonce B, A se retrouve libre avec une somme d'argent et B se retrouve pendu. Inversement si B dénonce A, c'est alors A qui se retrouve pendu et B qui est libéré avec de l'argent. Si A et B se dénoncent mutuellement alors les deux écoperont de 10 ans de prison. Enfin si aucun des deux

ne se dénonce, A et B seront libres mais n'obtiendront pas d'argent. Dans ce cadre, A et B, acteurs rationnels ne pouvant se consulter, préféreront se dénoncer pour être sûr de ne pas être pendu et avoir même la possibilité d'être libre avec une somme d'argent, dans le pire des cas d'écoper de 10 ans de prison. C'est donc la compétition qui prévaudra dans cette situation, là où la coopération aurait pu être plus avantageuse.

LITTLE Richard, sous la direction de BAYLIS John, SMITH Steve, OWENS Patricia, "International regimes", *The globalization of world politics: an introduction to international relations*, Oxford, Oxford University Press, sixième édition, 2014, pp. 296-297

<sup>42</sup> BOWLER Tim, "Falling oil prices: Who are the winners and losers?", *op. cit.*

<sup>43</sup> Une augmentation de la vente des matières premières amène un afflux de devises étrangères, en réaction la devise nationale se retrouve appréciée ce qui augmente le prix des produits manufacturés à l'exportation et dès lors augmente l'importation de ces produits ce qui peut, à long terme mener à une désindustrialisation.

l'Énergie vénézuélien qui fait le plus d'effort pour convaincre les États de maintenir une production de pétrole basse<sup>44</sup>. Mark Katz, professeur de Sciences Politiques à l'Université George Mason en Virginie, avait bien identifié la chute du prix du pétrole comme élément mettant à mal la relation entre la Russie et le Venezuela<sup>45</sup>.

Cependant, après un an et dès février 2016, la Russie change de position et s'ouvre à la possibilité de geler le prix du pétrole, même si certains pays comme l'Iran ne suivent pas le mouvement<sup>46</sup>. Remarquons toutefois que certains avancent que ce changement de position est tout simplement dû au fait que la Russie n'avait plus les capacités d'augmenter sa production. De plus, la Russie avait déjà accepté de diminuer sa production en 1998 et 2001 et n'avait pas respecté ses engagements<sup>47</sup>.

Dès lors, pendant un an la Russie a joué cavalier seul, ce qui rappelle la fragilité d'une éventuelle alliance entre ces deux États. En effet, dans cette situation, il était coûteux à la Russie de continuer à privilégier sa relation avec Caracas au détriment de ses propres intérêts. Ce sont donc ses intérêts qui ont primés.

## Un nouvel ordre mondial ?

---

<sup>44</sup> WILPER Gregory, "The Economics, Culture, and Politics of Oil in Venezuela", *venezuelanalysis.com*, 30 août 2003, <http://venezuelanalysis.com>, consulté le 22 juin 2016).

<sup>45</sup> KATZ Mark N., "The Putin-Chavez partnership", *op.cit.*, p. 5

<sup>46</sup> MAXIE Jeremy, "Russia's Bullish Bet on Oil Freeze", *Forbes Magazine*, 11 avril 2016, <http://www.forbes.com>, (consulté le 22 juin 2016).

<sup>47</sup> KENNEDY Simon et FOLLAIN John, "Saudi Arabia, Russia is to Freeze Oil Output Near Record Levels", *Bloomberg*, 16 février 2016,

Enfin la volonté de créer un monde multipolaire semble aussi être citée comme renforçant la possibilité d'une alliance entre la Russie et le Venezuela au détriment des États-Unis. Néanmoins, il est à souligner que l'acception de multipolarité et de son implémentation varient entre le Venezuela et la Russie. Si le Venezuela met en avant l'importance de développer des pôles autonomes de pouvoir dans le monde, il le justifie avec la nécessité de sortir de l'impérialisme états-unien. La Russie, elle, rappelle l'importance d'une multipolarité respectant l'ONU ainsi qu'un renforcement de celle-ci<sup>48</sup>. Dans ce cadre la multipolarité est à comprendre comme renforçant le multilatéralisme. Or, si les présidents vénézuéliens qui se sont succédé sont en faveur du droit international, ils sont très critiques envers l'ONU qu'ils qualifient d'anti-démocratique<sup>49</sup>. Dès lors, les présidents Chavez puis Maduro ont tous deux insisté sur la nécessité de réformer l'ONU, et plus précisément le Conseil de sécurité (CSNU), Chavez en 2009 disait « *We want to reiterate that it is impossible to ignore the crisis of the UN. Before this same General Assembly we expressed, back in 2005, that the UN model had been exhausted. Back then, we also expressed the urgent need for it to be rebuilt. The UN does not accept any reform whatsoever; the*

<http://www.bloomberg.com>, (consulté le 22 juin 2016).

<sup>48</sup> MID.RU, "Concept of Foreign Policy of the Russian Federation", *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 28 février 2013, <http://www.mid.ru>, (consulté le 25 novembre 2015).

<sup>49</sup> CHAVEZ Hugo, "Venezuelan President Hugo Chavez's Speech to the UN", *venezuelanalysis.co*, 26 septembre 2011, <http://venezuelanalysis.com>, (consulté le 1<sup>er</sup> avril 2016).



*illness at its core is deadly* »<sup>50</sup>. Si le Venezuela ne s'oppose pas complètement à l'ONU, il demande toutefois une réforme de celles-ci, notamment un remodelage du CSNU et un terme à l'existence de membres permanents<sup>51</sup>. Toutefois, même si la Russie dit soutenir une réforme du CSNU au travers d'une extension à des pays comme ceux du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine Afrique du Sud), la remise en question du veto ainsi que du rôle des membres permanents ne seraient pas d'actualité pour la puissance russe<sup>52</sup>. En règle générale, et comme le soutient Bobo Lo, chercheur associé et ancien chef du département du programme Russie – Eurasie à la Chatham House, la Russie utiliserait le multilatéralisme pour faire valoir son intérêt national<sup>53</sup>. Ainsi, en maintenant son veto, elle maintient un attribut de sa puissance, au détriment pourtant des États qui, comme le Venezuela, n'ont pas cette position privilégiée.

Sur la même lancée, le positionnement sur les dossiers internationaux, s'il est souvent identique pour les deux États, que ce soit sur le dossier irakien en 2003, sur la question du nucléaire iranien ou encore l'éventualité d'une intervention en Syrie, peut parfois différer.

---

<sup>50</sup>*Ibid.*

<sup>51</sup>*Ibid.*, "A crucial first step in rebuilding the United Nations would be to eliminate the category of permanent members and veto power within the Security Council".

<sup>52</sup> Pour la position de la Russie quant à une réforme du Conseil de Sécurité en 2014 : « Les prérogatives des membres permanents actuels, y compris le droit de veto, ne sont pas sujettes à révision » sur « Opozitsii Rossii na 69-i sessii Generalnoi Assembledi OON » [Sur la position de la Russie à la 69ème session de l'Assemblée Générale de l'ONU], Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de

Ainsi, la question du dossier libyen est, quant à elle, plus complexe ; si les deux pays regrettent la violation de la « *no-fly zone* », Caracas s'était opposé à une intervention en Libye quelle qu'elle soit. Or la Russie, sous la présidence de Dmitri Medvedev, avait déclaré en 2011 : « *Russia did not use its power of veto for the simple reason that I do not consider the resolution in question wrong* »<sup>54</sup>. Elle ne se positionne donc pas en opposition totale avec les interventions de type « Responsabilité de Protéger » (ci-après R2P) mais s'oppose bien à ce que celle-ci soit utilisée dans une optique de « *regime change* »<sup>55</sup>. Ce désaccord rappelle à nouveau leur divergence quant à l'importance du CSNU, la Russie en rappelant que la R2P n'est légale qu'avec accord du CSNU s'assure la possibilité d'intervenir dans la politique interne d'un État sans jamais voir le risque que cette politique ne s'applique à son cas.

## Conclusions

Ainsi, au regard des éléments développés dans cet article, une alliance entre la Russie et le Venezuela ne semble pas exister et la politique étrangère du Kremlin se présente comme flexible et

Russie, <http://www.mid.ru/>, (consulté le 2 avril 2016).

<sup>53</sup> LO Bobo, *Russia and the new world disorder*, Washington, Brookings Institution Press, 2015, pp. 73-75

<sup>54</sup> MEDVEDEV Dmitri, "Press statement following Russian-Venezuelan talks", *Official Internet Resources of the President of Russia*, 15 octobre 2010, <http://en.kremlin.ru>, (consulté le 16 mars 2016).

<sup>55</sup> KUROWSKA Xymena, Multipolarity as resistance to liberal norm: Russia's position on responsibility to protect, *Conflict, Security & Development*, vol. 14, n° 4, p. 490.

maximisant constamment son intérêt. Dès lors, un changement de présidence au Venezuela et l'arrivée d'un président tourné vers les États-Unis par exemple ne devrait pas endommager outre mesure la relation des deux pays. Si le commerce d'armes s'en retrouvait diminué – Washington pouvant rouvrir le commerce avec Caracas – il semble probable que la Russie continuerait à maintenir des relations cordiales avec le Venezuela. Suite à l'arrivée au pouvoir législatif de l'opposition, Moscou s'est montré ouvert à maintenir de bonnes relations si celle-ci arrive à la présidence du Venezuela<sup>56</sup>.

En conclusion, si beaucoup d'auteurs ont vu dans le rapprochement russe à l'égard du Venezuela une volonté de « renvoyer la balle aux États-Unis » suite à leur rapprochement dans le voisinage russe, il serait plus adéquat de relativiser cet aspect et voir dans ce rapprochement des motivations plus pragmatiques. Ainsi, si une volonté de s'élever contre les interventions américaines dans l'entourage de la Russie peut expliquer certains aspects de la coopération militaire ainsi que les exercices navals conjoints en mer des Caraïbes ou encore la volonté de se détacher du pétrodollar, il ne semble pas que celle-ci soit suffisante pour créer et maintenir une alliance pérenne comme elles ont pu exister lors de la guerre froide.

Dès lors, le Kremlin semble rester ouvert à un rapprochement avec les États-Unis, même si le Venezuela s'en trouve isolé. En règle générale, si le commerce d'armes ou la coopération dans le domaine du pétrole renforcent la relation entre la

Russie et le Venezuela, Moscou ne perd pas de vue ses intérêts et n'hésite pas à les faire prévaloir. Enfin, sur la scène internationale, les deux États se positionnent souvent de concert mais à nouveau, que ce soit dans son maintien du veto ou dans son soutien à la R2P, le Kremlin préfère maintenir et renforcer ses attributs de puissance en éloignant d'autres considérations. Ainsi, sous Poutine, la politique étrangère russe se retrouve malléable et prête à suivre son intérêt en toutes circonstances.

\*

**Cindy Regnier** est doctorante au Center for International Relations Studies (CEFIR) du Département de Science politique de l'Université de Liège (ULg). Sa thèse de doctorat porte sur les pays (ré)émergents, les organisations régionales sécuritaires et l'influence des interprétations géopolitiques concurrentes. Ses domaines de recherches sont : les relations de l'OTAN avec la Russie, le poststructuralisme et l'influence de la géopolitique.

---

<sup>56</sup> MID.RU, “Statement by the Foreign Ministry on parliamentary elections in Venezuela”, *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*,

9 décembre 2015, <http://www.mid.ru>, (consulté le 18 janvier 2017).

## Bibliographie

### Ouvrages

BAYLIS John, SMITH Steve, OWENS Patricia, *The globalization of world politics: an introduction to international relations*, Oxford, Oxford University Press, sixième édition, 2014, 596 pages.

DUTKIEWICZ Piotr et TRENIN Dmitri, *Russia: The Challenges of Transformation*, New York, New York University Press, 2011, 491 pages.

LO Bobo, *Russia and the new world disorder*, Washington, Brookings Institution Press, 2015, 341 pages.

### Articles scientifiques

BETHEL Scott A., “Vladimir Vladimirovitch Putin and Russian foreign policy for the new millenium: a new approach 2001-2002”, *Air University Maxwell Air Force Base*, Alabama, mai 2002, 76 pages.

BLANK Stephen, “Russia’s second wind in Latin America”, *Center for Hemispheric policy*, 2001, 5 pages.

CHAUPRADE Aymeric, « La Russie, obstacle majeur sur la route de « l’Amérique-monde » », *Géostratégiques*, n° 24, 2009, pp. 111-118.

COHEN Ariel et WALSER Ray, “The Russia – Venezuela Axis: Using Energy for Geopolitical Advantage”, *WebMemo*, (Washington, DC : Heritage Foundation), n° 2000, 2008, pp. 1-3.

ELLNER Steve, “Venezuela defying

globalization’s logic”, *NACLA report on the Americas*, 2016, vol. 39, n° 2, pp. 20-24.

KATZ Mark N., “The Putin-Chavez partnership”, *Problem of Post-Communism*, vol. 53, n° 4, juillet-août 2006, pp. 3-9.

KUROWSKA Xymena, “Multipolarity as resistance to liberal norm: Russia’s position on responsibility to protect”, *Conflict, Security & Development*, vol. 14, n° 4, pp. 489-508.

MAXIE Jeremy, “Russia’s Bullish Bet on Oil Freeze”, *Forbes Magazine*, 11 avril 2016, <http://www.forbes.com>, (consulté le 22 juin 2016).

MEARSHEIMER John J., “Why the Ukraine crisis is the West’s Fault”, *Foreign Affairs*, vol. 93, 2014, pp. 1-12.

PUSHKOV Alexei et MALASHENKO Alexey, “Putin, Obama Eye New Agenda”, *Carnegie endowment for international peace*, 10 novembre 2012, <http://carnegie.ru/>, (consulté le 22 avril 2016).

SANCHEZ Alejandro W., “Geosecurity 101: Washington and Moscow’s military bases in Latin America”, *Council On Hemispheric Affairs Policy Memo*, 6 mai 2014, pp. 1-7.

SANCHEZ Alejandro W., “Russia and Latin America at the dawn of the twenty-first century”, *Journal of Transatlantic Studies*, vol. 8, n° 4, décembre 2010, pp. 362-384.

SIMES Dimitri K., “Losing Russia, The

Costs of Renewed Confrontation”, *Foreign Affairs*, vol. 86, n° 6, novembre/décembre 2007, pp. 36-52.

SINATTI Piero, « Moscou-Caracas : le nouvel ordre mondial », *Outre-Terre*, vol. 1, n° 18, 2007, pp. 407-422.

### Sites internet

BOWLER Tim, “Falling oil prices: Who are the winners and losers?”, *BBC news*, 19 janvier 2015 <http://www.bbc.com/>, (consulté le 22 juin 2016).

CHAVEZ Hugo, “Statement by H.E. Hugo Chavez Frias, President of the Bolivarian Republic of Venezuela, at the 61st United Nations General Assembly”, New York, 20 septembre 2006, <http://www.un.org/webcast/ga/61/gastatement20.shtml>, (consulté le 14 avril 2016).

CHAVEZ Hugo, “Venezuelan President Hugo Chavez’s Speech to the UN”, *venezuelanalysis.co*, 26 septembre 2011, <http://venezuelanalysis.com>, (consulté le 1 avril 2016).

COHA, “Russia Turns to the South for Military and Economic Alliances”, *COHA, Council on Hemispheric Affairs*, 8 mai 2012, <http://www.coha.org>, (consulté le 22 juin 2016).

COPPOLA Frances, “Why does Venezuela think Russia is its friend?”, 31 décembre 2014, <http://www.forbes.com>, (consulté le 22 janvier 2017).

GILL Timothy M., “U.S.-Venezuela relations will probably deteriorate under Trump. Ask ExxonMobil why », 29 décembre 2016,

<https://www.washingtonpost.com/>, (consulté le 20 janvier 2017).

GLOBALSECURITY.ORG, “Defense Industry”, *GlobalSecurity.org*, - *Reliable Security Information*, <http://www.globalsecurity.org/wmd/world/venezuela/index.html>, (consulté le 10 mai 2016).

GUPTA Girish, “Venezuela’s Maduro calls Trump a “bandit” for Mexico remarks”, 18 juin 2015 <http://www.reuters.com/>, (consulté le 20 janvier 2017).

ITAR-TASS, “No Russian military bases to appear in Latin America”, *Itar-Tass Russian News Agency*, 17 mai 2014, <http://tass.ru/en/russia/732003>, (consulté le 10 mai 2016).

ITAR-TASS, “Russia, Venezuela successfully develop military cooperation – defense minister Shoigu”, *ItarTass Russian News Agency*, 12 février 2015, <http://tass.ru/en/russia/777092>, (consulté le 28 mai 2016).

ITAR-TASS, “Russian weaponry selling best in Latin America”, *Itar-Tass Russian News Agency*, le 30 mars 2016, <http://tass.ru/en/defense/866023>, (consulté le 22 juin 2016).

KENNEDY Simon et FOLLAIN John, “Saudi Arabia, Russia is to Freeze Oil Output Near Record Levels”, *Bloomberg*, 16 février 2016, <http://www.bloomberg.com>, (consulté le 22 juin 2016).

MacFARQUHAR Neil et KRAMER Andrew E., “How Rex Tillerson changed his tune on Russia and came to court its

rulers”, 20 décembre 2016, <https://www.nytimes.com>, (consulté le 20 janvier 2017).

MEDVEDEV Dmitri, “Press statement following Russian-Venezuelan talks”, *Official Internet Resources of the President of Russia*, 15 octobre 2010 <http://en.kremlin.ru>, (consulté le 16 mars 2016).

MID.RU, “Comment by the Information and Press Department on a media question on developments in Venezuela”, *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 23 mai 2016, <http://www.mid.ru>, (consulté le 25 juillet 2016).

MID.RU, “Concept of Foreign Policy of the Russian Federation”, *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 28 février 2013, <http://www.mid.ru>, (consulté le 25 novembre 2015).

MID.RU, “Foreign ministry statement on the situation in Venezuela”, *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 3 octobre 2016, <http://www.mid.ru>, (consulté le 15 janvier 2017).

MID.RU, “Russian Defense Minister Sergei Shoigu had a meeting with the President of Venezuela Nicolas Maduro”, *Ministère de la défense de la Fédération de Russie*, 12 février 2015 <http://eng.mil.ru/en/>, (consulté le 15 avril 2016).

MID.RU, “Russian MFA Information and Press Department Commentary Regarding US Concern over Russian Arms Supplies to Venezuela”, *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 11 février 2005, <http://en.mid.ru/en/>,

(consulté le 20 février 2016).

MID.RU, “Statement by the Foreign Ministry on parliamentary elections in Venezuela”, *Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie*, 9 décembre 2015, <http://www.mid.ru>, (consulté le 18 janvier 2017).

NATIONS UNIES, “UN arms register of conventional weapon”, *UN register*, <http://www.unregister.org/HeavyWeapons/index.aspx?CoI=US&year=1998&Cat=&type=1>, (consulté le 15 avril 2016).

Open Source Center, Open Source Committee, OSC Analysis, “Hard-Liner Sechin Spearheads Aggressive Russian Foreign Policy”, *FBIS SOV*, September 24, 2008.

OSBORN Andrew, “From Russia with love: why the Kremlin backs Trump”, *Reuters*, 21 mars 2016, <http://mobile.reuters.com/>, (consulté le 22 avril 2016).

RAPOZA Kenneth, “Putin promises to sell more oil in Yuan, Ruble”, 16 novembre 2014, <http://www.forbes.com>, (consulté le 22 janvier 2017).

SANGER David E., “Obama strikes back at Russia for election hacking”, *New York Times*, 29 décembre 2016, <https://www.nytimes.com/2016/12/29/us/politics/russia-election-hacking-sanctions.html>, (consulté le 14 janvier 2017).

SIPRI, “Trade Registers”, *SIPRI Stockholm International Peace Research Institute*, <http://armstrade.sipri.org/armstrade/page/tr>

[ade\\_register.php](#); (consulté le 12 avril 2016).

SPUTNIKNEWS.RU, “The deployment of Russian military bases in Venezuela is not under discussion because the country’s constitution does not stipulate it”, *Sputnik International*, 15 décembre 2015, <http://sputniknews.com>, (consulté le 17 avril 2016).

WILPER Gregory, “The Economics, Culture, and Politics of Oil in Venezuela”, *venezuelanalysis.com*, 30 août 2003, <http://venezuelanalysis.com>, (consulté le 22 juin).

### **About CEFIR:**

The Center for International Relations Studies (CEFIR) is an integral part of the Political Science Department of the University of Liège (ULg).

#### Address:

Department of Political Science  
Faculty of Law, Political Science and  
Criminology  
University of Liège  
Quartier Agora, Place des Orateurs, 3  
4000 Liège (Sart Tilman)  
Belgium.

Website: [www.cefir.be](http://www.cefir.be)

© 2017 CENTER FOR INTERNATIONAL  
RELATIONS STUDIES (CEFIR)



**Note:** This paper represents the views of the author, not the position of the Center for International Relations Studies (CEFIR).

#### **How to reference this paper:**

Cindy Regnier, « Russie – Venezuela : l’alliance stratégique à l’épreuve des faits », *CEFIR Working Paper*, N° 2, Mars 2017, pp. 1-15.